

Texte refusé par le journal l'Humanité - "Rassembler dans les luttes pour l'alternative radicale de sortie de l'Euro et de l'Union européenne !"

vendredi, 26 juillet 2013 / Jacques Nikonoff /

Porte-parole du M'PEP

, / Jean-Claude Danglot /

Ancien sénateur, ex-secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais du PCF.

TEXTE REFUSE PAR LE JOURNAL L ' HUMANITÉ

RASSEMBLER DANS LES LUTTES POUR L'ALTERNATIVE RADICALE DE SORTIE DE L'EURO ET DE L'UNION EUROPÉENNE !

*Par Jacques Nikonoff et Jean-Claude Danglot**

Le 18 juillet 2013.

Merci à *l'Humanité* de permettre la tenue d'un débat sur l'euro, interdit dans les grands médias. Après le texte d'économistes du PCF préconisant « *un autre euro* » (*l'Humanité* du 13 juin), nous avons réagi le 2 juillet en montrant que la question n'était pas celle d'un autre euro parfaitement illusoire, mais la sortie de l'euro si nous voulons vraiment créer les conditions pour mettre un terme à la crise. Les mêmes économistes nous ont notamment répondu dans *l'Humanité* du 9 juillet. Dans notre nouvelle réponse nous nous concentrerons sur l'essentiel. Leur thèse, qui consiste à revendiquer « *un autre euro, une autre Banque centrale européenne (BCE) et une autre construction européenne* » présente un énorme point faible : les conditions de réussite de cette stratégie ne sont jamais évoquées. Et pour cause, car une telle stratégie ne peut pas réussir, jamais les Vingt-Huit ne se mettront unanimement d'accord dans un délai relativement bref pour un « *autre* » euro. C'est pourquoi une solution nationale s'impose.

Étrangement, rien n'est dit par les économistes pro-euro du PCF sur la manière d'obtenir un tel accord sur lequel repose pourtant toute leur théorie. Admettons qu'un gouvernement français soit issu d'une majorité parlementaire favorable à « *un autre euro* » et le propose aux 27 autres pays.

Première hypothèse : ils répondent tous oui, la théorie des économistes pro-euro du PCF est validée. Mais comment parvenir à ce but et quelle est la probabilité d'obtention d'un accord unanime des 28, nécessaire à toute révision du traité de Lisbonne ? Elle est nulle. Sauf à vivre sur une autre planète, ou croire à la baguette magique, personne ne peut imaginer qu'il y aura unanimité des 28 à court ou moyen terme. Que faudra-t-il dire aux citoyens ? Qu'il faut lutter pour que les 27 autres pays acceptent cet « *autre euro* » ? Il n'y a rien de pire pour démobiliser et démoraliser la population, car nous n'avons aucun moyen de faire bouger les autres peuples, hormis la force de l'exemple.

Deuxième hypothèse : certains pays sont favorables à « *un autre euro* », et d'autres non. Cette situation, bien que fortement improbable à court et moyen terme, est quand même moins invraisemblable que la précédente. Que fait-on ? On impose quand même cette « *autre* » conception de l'euro, de la BCE, de la « *construction* » européenne aux pays qui ne sont pas d'accord ? Il faudrait donc faire voler en éclat la règle de l'unanimité requise pour réviser les traités ? Bafouer la souveraineté de ces pays ? Mettre en place un directoire franco-allemand qui aurait le pouvoir au sein de l'UE ? Est-ce le modèle politique dont rêvent nos six économistes ?

Après avoir essuyé un refus des 27 autres pays membres de l'UE, que fera un gouvernement français qui se sera lancé dans cette aventure ? Pour nous il devra prendre la décision unilatérale de sortir de l'euro et de l'Union européenne. Pourquoi les économistes pro-euro du PCF ne le disent-ils pas ? Pourquoi ne proposent-ils pas un plan B en cas d'échec de leur stratégie, comme si cette dernière était certaine de son succès ?

Pour tenter de trouver des exemples qui pourraient rendre crédible leur thèse et montrer qu'il est possible de changer l'UE de l'intérieur, les économistes pro-euro du PCF affirment que « *déjà la BCE a dû intervenir pour soutenir les pays européens en difficulté sans révision des traités* ». On notera le « *déjà* » qui indique que nos économistes voient dans l'action de la BCE un premier mouvement prometteur qui devrait être suivi par d'autres. Cette affirmation est totalement inexacte. La BCE, en rachetant des titres publics de certains États de la zone euro, est intervenue conformément à ses statuts. En effet, ces titres ont été achetés par elle sur le marché secondaire (à des investisseurs) ce qui est autorisé par le traité de Lisbonne, et non sur le marché primaire (directement aux États) ce qui n'est pas autorisé. Certes, nous conviendrons que cette façon de faire est particulièrement hypocrite, mais elle est légale.

Le gros inconvénient de la position des économistes pro-euro du PCF est l'abstraction et l'attentisme. Abstraction, car on ne voit pas comment nous, en France, pourrions accélérer la prise de conscience des peuples allemand, espagnol, italien, etc. Observons en outre que cette démarche a quelque chose de présomptueux et d'arrogant car la France prétendrait ainsi dire aux autres pays ce qu'il convient de faire. Attentisme, car si la solution nationale est écartée par principe, le message subliminal adressé aux citoyens est le suivant : « *attendons que les autres peuples se mettent en mouvement, nous ne pouvons rien faire seuls* ». Au contraire, l'action unilatérale de la France aura valeur d'exemple et d'entraînement, mais elle ne sera pas un modèle car chaque pays sera libre de s'en inspirer à sa manière, en toute souveraineté.

Ces économistes assimilent la sortie de l'UE et de l'euro que nous préconisons à une « *solution purement nationale* ». Oui, en effet, si rien n'est possible dans le cadre de l'UE, une solution « *purement nationale* » doit s'imposer. Ou alors il n'y aura pas de solution du tout ! Sortir de l'UE et de l'euro ne signifie pas se fâcher avec les autres pays. C'est le moyen de construire de nouvelles relations débarrassées de leur gangue néolibérale.

Les économistes pro-euro du PCF semblent ignorer la véritable nature du système de Bruxelles. La « *construction* » européenne est, par essence, américaine, libérale, anti-démocratique. C'est un système du passé hérité de la guerre froide puisque son but était de participer à la politique de *containment* (l'« *endiguement* ») du président américain Truman. Il s'agissait de contenir le bloc soviétique en construction ; d'affaiblir les partis communistes principalement en France et en Italie ; de favoriser la reconstruction économique et industrielle de l'Europe de l'Ouest pour qu'elle puisse acheter les produits américains et produire elle-même ses propres moyens militaires face à l'URSS. L'actuel projet de Partenariat transatlantique confirme que l'UE n'est que l'arrière-cour des États-Unis. L'UE est le système le plus sophistiqué au monde, mis en place par les classes possédantes, pour imposer aux sociétés le marché comme valeur suprême. Ce système doit être démantelé, il n'est pas amendable. Notre divergence stratégique avec les économistes pro-euro du PCF est donc totale. Prétendre modifier de l'intérieur un tel système, conçu dès le départ pour interdire toute politique alternative, n'est qu'un leurre et une impasse.

Pour une réponse détaillée aux 6 économistes pro-euro du PCF, suivre le lien : <http://www.m-pep.org/spip.php?article3401>

- Jacques Nikonoff est porte-parole du Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP), ancien membre du Collège exécutif du PCF, auteur de *Sortons de l'euro, Mille et une nuits*, 2011.
- Jean-Claude Danglot est ancien sénateur, ex-secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais du PCF.